

MINUTES

January 15, 2014 – 12:00 p.m.
The Council
20 Bay Street, Suite 1600, Toronto

UNION:

Co-Chair, Richard Belleau
Mary Cator
Betty Cree
Tracy MacMaster
Michael Culkeen, OPSEU Staff Negotiator

MANAGEMENT:

Co-Chair, Sandra Bennett (Durham)
Leah-Anne Brown (Algonquin)
Jennifer Cosway (Humber)
Jeannine Verdenik (Confederation)
Erin Holl (Council)
Cathy Viviano (Council)

REGRETS:

Naz Binck (Union)

The Union chaired the meeting.

1. APPROVAL OF THE AGENDA

The Agenda was approved as presented.

2. APPROVAL OF THE PREVIOUS MINUTES

The minutes of September 18, 2013 were signed by the parties.

The minutes of November 13, 2013 were amended and approved for translation.

3. BUSINESS ARISING

a) Factor 4 – Planning and Coordinating

The Union indicated that they have reviewed the document Management provided at the November 2013 meeting. The Union requested that Management collect PDFs from the colleges.

PROCÈS-VERBAL

Le 15 janvier 2014, 12 h
Le Conseil
20, rue Bay, bureau 1600, Toronto

SYNDICAT :

Richard Belleau, coprésident
Mary Cator
Betty Cree
Tracy MacMaster
Michael Culkeen, négociateur du SEFPO

EMPLOYEUR :

Sandra Bennett (Durham), coprésidente
Leah-Anne Brown (Algonquin)
Jennifer Cosway (Humber)
Jeannine Verdenik (Confederation)
Erin Holl (Le Conseil)
Cathy Viviano (Le Conseil)

ABSENCES:

Naz Binck (Syndicat)

Le syndicat préside la réunion.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté tel que présenté.

2. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS PRÉCÉDENTES

Le procès-verbal de la réunion du 18 septembre 2013 est signé par les parties.

Le procès-verbal de la réunion du 13 novembre 2013 est adopté, avec modifications, aux fins de traduction.

3. QUESTIONS DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL

a) Facteur 4 – Planification et coordination

Le syndicat indique qu'il a examiné le document que l'employeur a remis à la réunion de novembre 2013. Le syndicat demande que l'employeur recueille les FDT auprès des collèges.

Management restated that the original intent of the inquiry was only to determine if colleges were including students that were not employees and/or external clients when evaluating the planning and coordinating factor. Collecting PDFs was not part of the request to the colleges. Management reiterated their position that based on the information received from the colleges, the factor is being applied consistently.

The Union requested this item remain on the Agenda.

b) Dispute Resolution Process for JCC

The Union reiterated their view that JCC should have a dispute resolution process and asked Management to consider drafting a proposal for discussion. Management indicated that they would consider the Union's request and report back at the next meeting.

Action: Council

c) Arbitrator Reorientation/Training Session

Management reported that the next Arbitrators' Reorientation Session has been scheduled for October 29, 2015 at Council offices. Management will send a confirmation to the arbitrators on behalf of JCC within the next week.

The parties agreed to also distribute the JCC memo regarding the Recommendations from the Arbitrators' Reorientation Session to the arbitrators for their information.

Action: Council

d) Joint Recommendations for Bargaining

- (i) Management indicated that they consulted with the Joint Grievance Scheduling Committee (JGSC) regarding the Union's request to add another arbitrator to the classification arbitrator's list. JGSC indicated that the availability of classification dates for scheduling meets the requirements of the committee. Based on this information, Management recommended that the current list of arbitrators be maintained.

L'employeur réitère que l'intention au départ visait uniquement à déterminer si les collèges incluaient des étudiants qui ne sont pas des employés et/ou des clients externes dans l'évaluation du facteur « planification et coordination ». La cueillette des FDT ne faisait pas partie de la demande qui a été faite aux collèges. L'employeur réitère sa position selon laquelle, en fonction des renseignements reçus des collèges, le facteur est appliqué de façon uniforme.

Le syndicat demande que ce point demeure inscrit à l'ordre du jour.

b) Processus de règlement des différends du CCC

Le syndicat réitère sa position selon laquelle le CCC devrait avoir un processus de règlement des différends et il demande à l'employeur de considérer la possibilité de rédiger une proposition aux fins de discussion. L'employeur dit qu'il étudiera la demande du syndicat et fera un rapport à la prochaine réunion.

Suivi : Le Conseil

c) Séance de réorientation/formation des arbitres

L'employeur indique que la date de la prochaine séance de réorientation des arbitres est confirmée et que la séance aura lieu le 29 octobre 2015 dans les bureaux du Conseil. L'employeur fera parvenir, au nom du CCC, une confirmation aux arbitres au cours la semaine prochaine.

Les parties conviennent en outre de distribuer aux arbitres, à titre d'information, la note du CCC au sujet des recommandations issues de la séance de réorientation.

Suivi : Le Conseil

d) Recommandations conjointes en vue des négociations

- (i) L'employeur indique qu'il a consulté le Comité d'établissement du calendrier de règlement des griefs (CÉCRG) au sujet de la demande du syndicat d'ajouter un autre arbitre à la liste des arbitres de classification. Le CÉCRG a indiqué que la disponibilité des dates d'arbitrage pour les classifications répond aux besoins du comité. En fonction de ces renseignements, l'employeur recommande le maintien de la liste d'arbitres actuelle.

- (ii) The parties agreed to formalize their joint recommendation to amend Article 18.4.3.1 to read "that the arbitrators shall undergo reorientation to the job evaluation system every three (3) years." Management will prepare the joint recommendation for signature at the next meeting.

Action: Council

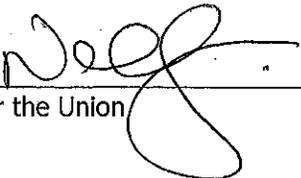
4. NEW BUSINESS

There was no new business.

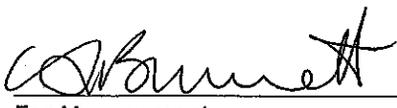
5. NEXT MEETING(S)

The next meeting was confirmed for March 12, 2014 @ 12:00 p.m.

Meeting adjourned at 1:40 p.m.



For the Union



For Management



Date

- (ii) Les parties conviennent d'officialiser leur recommandation visant à modifier le sous-alinéa 18.4.3.1 pour qu'il se lise ainsi : « les arbitres (...) doivent suivre un cours de recyclage sur le système d'évaluation tous les trois (3) ans ». L'employeur préparera la recommandation conjointe pour que les parties puissent y apposer leur signature à la prochaine réunion.

Suivi : Le Conseil

4. QUESTIONS COURANTES

Aucune nouvelle question n'est signalée.

5. PROCHAINE RÉUNION

La prochaine réunion aura lieu le 12 mars 2014 à 12 h.

La séance est levée à 13 h 40.